GrÃ¨ve illimitÃ©e des agents de la SEEG, les syndicalistes nÃ©gocient avec la tutelle

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
November 2010

Le Syndicat des personnels du secteur Eau et Ã‰lectricitÃ© du Gabon - SYPEG, est actuellement en nÃ©gociation avec le ministÃ¨re de l'Ã‰nergie et des Ressources hydrauliques, suite au communiquÃ© annonÃ§ant une grÃ¨ve illimitÃ©e des agents de cette sociÃ©tÃ© en situation de monopole sur l'Ã©tendue du territoire national. Les agents de cette entitÃ© dÃ©noncent, entre autres, les mauvaises conditions de travail, la prestation exÃ©crable des sous-traitants de cette sociÃ©tÃ©, la mauvaise politique de gestion de l'entreprise engagÃ©e dans des projets et contrats hasardeux et non justifiÃ©s. Le SYPEG dÃ©nonce Ã©galement l'emploi des expatriÃ©s sans nÃ©cessitÃ© et sans transfert de compÃ©tence, la mauvaise politique de gestion entraÃ®nant un climat social infect au sein de l'entreprise, la plÃ©thore des effectifs au niveau de la direction gÃ©nÃ©rale, le clientÃ©lisme, l'ethnisme, l'affairisme favorisant des groupes d'intÃ©rÃªts au sein de la sociÃ©tÃ©. Tout en estimant que le groupe Veolia, qui a signÃ© un contrat avec l'Ã‰tat gabonais, est le seul bÃ©nÃ©ficiaire de la convention, les syndicalistes de la SEEG veulent que le gouvernement apporte des solutions concrÃ¨tes Ã ses points inscrits dans leur cahier de charges. Rappelons que la SEEG dont les services sont fortement dÃ©criÃ©s par les Gabonais a subit un audit diligentÃ© par le gouvernement gabonais en vue de dÃ©nicher les failles, les pesanteurs et les impairs qui alourdissent le fonctionnement de cette sociÃ©tÃ©, en situation de monopole. Cet audit, entamÃ© depuis plus de quatre mois, aprÃ¨s des reports de la remise des rÃ©sultats, devrait voir son Ã©pilogue cette mi-novembre, tel que l'avait indiquÃ© derniÃ¨rement le ministre l'Ã‰nergie et des Ressources hydrauliques, RÃ©gis Immongault, qui avait par ailleurs relevÃ© que des contingences techniques et financiÃ¨res Ã©taient Ã l'origine du report de ces rÃ©sultats qui devaient Ãªtre, en principe, rendus public en fin aoÃ»t dernier.

Douglas Ntoutoume, Gabonews (Libreville) - AllAfrica 08-11-2010